



Nationalement, les organisations syndicales Solidaires, CGT, FO appelaient à se mobiliser à la DGFIP en particulier le 17 octobre. Ce même jour, lundi 17 octobre 2016, devait se tenir localement un Comité Technique.

Nos trois sections syndicales avaient décidé de boycotter ce CTL en première instance ; en effet, nous déplorons toujours CTL après CTL, la même litanie des restructurations et transfert de missions.

Nous avons décidé d'un rassemblement des militants de nos trois sections syndicales. Une discussion engagée avec le directeur a rapidement tourné court ; ce dernier s'est dérobé aux problèmes posés, notamment avec la présence de collègues du SPF de Bourges venus exprimer leur désarroi devant le retard accumulé dans leur service.

Le CTL ne s'est pas tenu et à la place, dans la même salle, nous avons débattu entre militants.

Le texte ci-dessous est le résultat de notre échange.

**Par leur grève, les agents de Vierzon ont gagné les emplois (*),
gagnons sur nos revendications partout !**

Tous en grève le 15 novembre 2016

Pour construire et assurer le succès de cette grève nationale, nous appelons les militants de nos sections syndicales à organiser ensemble des réunions de personnels pour :

- arrêter les revendications précises en termes d'effectifs, d'emplois, de garanties collectives, de missions, de conditions de travail,
- mettre un coup d'arrêt aux restructurations, préserver notre réseau de proximité en garantissant la pleine compétence à l'ensemble de nos services existants,
- stopper la casse de nos règles de gestion et exiger notamment le retrait de la mobilité forcée dans le cadre des mutations 2017
- exiger le retrait de PPCR et de la rémunération au mérite, le RIFSEEP.

✓ **Nous constatons le resserrement du maillage territorial** qui se traduit par la fusion, la suppression de services entiers, par la constitution de pôles départementaux ou régionaux. Nationalement, 631 trésoreries ont fermé, dont 18 dans le Cher depuis 2009.

Actuellement, cela se traduit dans notre département par :

- la fusion des 2 SIP de Bourges,
- la fusion des 2 SIE de Bourges
- la fusion des 2 SPF (Sancerre et Bourges) implantés à Bourges. Le SPF de St Amand est en sursis ; grâce à l'intervention des personnels et des syndicats, le transfert n'a pas eu lieu.

✓ **Nous constatons le transfert de missions** qui ouvre la voie à de nouvelles suppressions d'emploi et de nouvelles restructurations :

- service des domaines : les évaluations seront centralisées sur 3 pôles régionaux (Orléans, Tours, Chartres)
- pôle juridictionnel centralisé sur Orléans
- enregistrement : transfert de la mission du SIE Bourges-Sud vers les SPF de Bourges.
- ressources humaines : centralisation nationale sur 8 ou 9 pôles

Et combien d'autres à venir ?

✓ **Nous constatons la mise en danger de nos missions**, citons par exemple :

- le développement du contrôle automatisé (CHD, remboursement de crédit de TVA, ...) n'est plus qu'un contrôle formel qui induit une grande déqualification pour les personnels et d'une part un développement des erreurs comptables, d'autre part une progression de la fraude constatée par les agents eux-mêmes.

- le contrôle fiscal de proximité se voit fragilisé. La BCR passe sous tutelle de la DIRCOFI Centre, elle-même appelée à disparaître au 1er septembre 2017. Si, à ce jour, la brigade départementale est maintenue, son avenir est incertain. Quant au PCE, il est actuellement en sous-effectif. Une pétition signée par tous les agents du service a permis d'obtenir une solution provisoire jusqu'au retour à la normale.

- l'accueil est un service à part entière qui nécessite des agents qualifiés. Il est devenu le parent pauvre de la DGFIP qui développe l'accueil personnalisé, comme cela se fait ou s'est fait dans tous les services du public ou du privé qui reçoivent du public. Ce dispositif vise à supprimer l'accueil physique en fermant les services au public...pour aller vers un accueil uniquement sur rendez-vous. En rationalisant ainsi l'accueil et dissuadant les contribuables de se déplacer, l'administration pourra supprimer encore plus d'emplois.

Enfin, ne doit-on pas faire le lien avec la création de maisons de services au public qui se substitueraient aux services publics existants dans lesquels les personnels devraient répondre aux questions des usagers dans tous les domaines (CPAM, CAF, GRDF, ...) ?

✓ **Nous constatons la généralisation du travail à distance** qui constitue une étape vers la liquidation de services entiers. Par exemple, la généralisation du travail à distance dans les SIE présente un caractère transitoire avant le SIE départemental.

✓ **Nous constatons la remise en cause de nos règles de gestion**

- avec l'obligation de suivre la mission en cas de transfert vers une autre structure de la même commune (mobilité forcée inscrite dans le projet d'instruction sur les mutations 2017),

- avec la fusion amorcée des RAN,

- avec la réduction des missions structures pour les B,

- avec la multiplication des gels de poste et des postes à profil qui remettent en cause les mutations pour convenance personnelle, ...

Nationalement, nos organisations syndicales des finances publiques Solidaires, CGT, FO appellent à construire une action dans la durée et à se mobiliser dans une journée de grève nationale le 15 novembre.

Dans le département, nous décidons d'aller dans les services discuter avec nos collègues, faire partager nos inquiétudes et notre volonté de nous battre.

Nous considérons que la DGFIP, notre réseau, nos missions, nos garanties collectives sont en danger ; à nous de nous organiser pour y faire échec. C'est ce que nous vous proposons par l'écriture des revendications précises par service et la discussion de modalités d'action tout en préparant la grève nationale du 15 novembre.

(*) **Les agents de Vierzon, soutenus dans leur grève par nos sections syndicales Solidaires, CGT, FO :**

- ont stoppé une suppression d'emploi actée par la DG
- ont permis l'arrivée d'agents jusqu'à saturation de la RAN de Vierzon (y compris à la trésorerie de Mehun)
- ont obtenu un financement exceptionnel pour aménager deux caisses à la trésorerie de Vierzon
- ont permis une arrivée exceptionnelle d'agents C et B qui a profité à l'ensemble du département.